

Le problème réside principalement dans la distinction entre les pensions du deuxième et du troisième pilier. La catégorie d'exception de l'article 39, § 2, CIR 92 concernait les pensions du troisième pilier, c'est-à-dire celles constituées de produits bancaires individuels au moyen de capitaux personnels choisis pour la constitution d'une pension individuelle (p. ex., l'assurance-vie individuelle). Les pensions du deuxième pilier sont, elles, constituées dans le cadre des activités professionnelles exercées par un assujetti, telles que l'assurance-groupe collective d'un employeur.

Des analyses de cas données par la jurisprudence [ont] permis de qualifier certains régimes de retraite collective étrangers (c.-à-d. pensions du deuxième pilier) d'assurance-vie individuelle et donc de pension du troisième pilier. Ce projet de loi vise à éliminer l'insécurité juridique en précisant ce qui n'est pas une assurance-vie individuelle et donc une pension du troisième pilier.

Étant donné que l'intention du législateur est principalement liée aux fonds de pension néerlandais, le projet se fonde sur la définition du fonds de pension néerlandais tirée de la loi néerlandaise sur les pensions qui stipule qu'un fonds de pension est une fondation ' dans laquelle des fonds d'au moins deux participants, d'anciens participants ou de leurs survivants sont ou ont été collectés et gérés afin de mettre en œuvre au moins un régime de pension de base '. Il y a lieu donc d'entendre ici une police d'assurance qui a été négociée par un employeur (que ce soit par l'intermédiaire d'un fonds de pension sectoriel) pour ses employés (anciens, présents ou futurs) avec toutes les nuances qui peuvent y être incluses.

La définition que le législateur veut introduire ne fait pas de distinction entre les catégories de pensionnés. Dans la pratique, un fonds de pension collectif fait une distinction possible entre les différents types de salariés sur la base de barèmes et autres éléments, mais cela n'affecte pas le caractère collectif du fonds de pension.

Dans le cas où un employeur a souscrit une assurance collective et que, dans ce cas spécifique, il n'y a qu'un seul employé, une question de fait doit se poser. L'assurance collective est généralement négociée et conclue pour un groupe de personnes qui travaillent ou ont travaillé dans une entreprise (que ce soit ou non sous certains paramètres [...]). Les personnes qui commencent à travailler dans cette entreprise sont intégrées dans cette assurance. Les fonds de pension sont souvent organisés par secteur ou par groupe d'employeurs pour réaliser des économies d'échelle, de sorte que ce cas spécifique ne se produira pas souvent.

Il devrait s'agir d'une assurance-groupe négociée pour les employés via un fonds de pension, dans le cadre de laquelle une assurance serait alors retirée et un seul employé, ancien employé ou partenaire survivant bénéficierait de ce régime de pension. Si une telle situation existait et peut être prouvée en droit, il peut alors parler d'une police d'assurance-vie individuelle, mais l'exception de l'article 39, § 2, 2°, d), CIR 92 s'applique pour la constitution au moyen de cotisations patronales ou de montants de l'entreprise.

La proposition parle également d'anciens travailleurs ou de leurs ayants droit ' Si un employé décède, ses ayants droit auront également droit au fonds de pension. Le caractère collectif est alors préservé.

Dans le cas très spécifique et exceptionnel où il n'y aurait que deux travailleurs, et que l'un de ceux-ci meure sans aucun descendant quel qu'il soit, on parlerait de facto d'une assurance-vie individuelle, mais alors l'exception prévue à l'article 39, § 2, 2°, d), CIR 92 pour la constitution via des cotisations patronales ou des montants de l'entreprise jouerait aussi » (*Parl. Dok., Kammer, 2021-2022, DOC 55-2351/003, SS. 11 und 12*).

B.6.4. Es obliegt dem Gesetzgeber, die Schuldner der von ihm eingeführten Steuer zu bestimmen, sowie ihre Höhe. Er verfügt in diesem Sachbereich über einen breiten Ermessensspielraum.

Wenn der Gesetzgeber die Steuerschuldner bestimmt, kann er Kategorien anwenden, die notwendigerweise die unterschiedlichen Situationen nur mit einem gewissen Grad der Annäherung ausdrücken, da er die Besonderheiten jedes Einzelfalls nicht berücksichtigen kann und die diesbezügliche Vielfalt annäherungsweise und vereinfachend beschreiben darf. Dies gilt insbesondere wenn der Gesetzgeber die Folgen einer ausländischen Regelung zu berücksichtigen versucht, auf die er selbst in Bezug auf die Konkretisierung und Entwicklung keinen Einfluss hat. Schließlich ergibt sich bereits aus den Ausführungen in B.4.6, dass die angefochtene Bestimmung an sich nicht mit unverhältnismäßigen Folgen für die betroffenen Personen verbunden ist, die doch noch mit einer Besteuerung rechnen müssen. Der Umstand, dass manche betroffene Personen durch die Anwendung der angefochtenen Bestimmung in Verbindung mit Artikel 18 Absatz 2 des belgisch-niederländischen Doppelbesteuerungsabkommens in Belgien statt in den Niederlanden besteuert werden, kann auch nicht als unverhältnismäßig angesehen werden, selbst wenn der Umstand berücksichtigt wird, dass die belgische Steuer im Rahmen der Besteuerung von Pensionszahlungen höher wäre als die niederländische. Der Gleichheitsgrundsatz verlangt nicht, dass der Gesetzgeber unter Berücksichtigung aller Abkommen, die Belgien mit den Nachbarstaaten zur Vermeidung der Doppelbesteuerung schließt, bestrebt ist, für jeden Einzelfall den Steuerpflichtigen die Regelung zu garantieren, die für sie in jedem Augenblick die günstigste ist.

B.6.5. Der vierte Klagegrund ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

1. erklärt Artikel 60 Absatz 4 des Gesetzes vom 21. Januar 2022 « zur Festlegung verschiedener steuerrechtlicher Bestimmungen » für nichtig;

2. weist die Klage vorbehaltlich des in B.4.5 Erwähnten im Übrigen zurück.

Erlassen in niederländischer, französischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 14. Dezember 2023.

Der Kanzler,

F. Meersschant

Der Präsident,

L. Lavrysen

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2022/20446]

24 FEBRUARI 2022. — Wet tot wijziging van het oud Burgerlijk Wetboek wat de stuiting van de verjaring betreft (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2022/20446]

24 FEVRIER 2022. — Loi modifiant l'ancien Code civil en ce qui concerne l'interruption de la prescription (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. In artikel 2244, § 1, derde lid, van het oud Burgerlijk Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 6 juli 2017, worden de woorden “of een door de Staat, Gemeenschappen of Gewesten opgericht administratief rechtscollege” ingevoegd tussen de woorden “bij de Raad van State” en de woorden “dezelfde gevolgen”.

Art. 3. Deze wet is van toepassing op beroepen tot vernietiging die bij een door de Staat, Gemeenschappen of Gewesten opgericht administratief rechtscollege zijn ingediend voor de inwerkingtreding ervan.

Hij is evenwel niet van toepassing wanneer de vordering tot schadevergoeding voor de inwerkingtreding van deze wet verjaard is verklaard bij een in kracht van gewijsde gedane beslissing waartegen geen cassatieberoep is ingediend.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 24 februari 2022.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE
Met 's Lands zegel gezegd:

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers
(www.dekamer.be)
Stukken : 55 0270
Integraal Verslag : 17 februari 2022

Art. 2. Dans l'article 2244, § 1^{er}, alinéa 3, de l'ancien Code civil, modifié en dernier lieu par la loi du 6 juillet 2017, les mots “ou une juridiction administrative organisée par l'État, les Communautés ou les Régions” sont insérés entre les mots “devant le Conseil d'État” et les mots “a, à l'égard de l'action”.

Art. 3. La présente loi s'applique aux recours en annulation introduits devant une juridiction administrative organisée par l'État, les Communautés ou les Régions avant l'entrée en vigueur de celle-ci.

Elle ne s'applique toutefois pas lorsque l'action en dommages et intérêts a été déclarée prescrite avant l'entrée en vigueur de la présente loi par une décision passée en force de chose jugée avant son entrée en vigueur et contre laquelle un recours en cassation n'est pas introduit.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 24 février 2022.

PHILIPPE

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE
Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

—
Note

(1) Chambre des représentants
(www.lachambre.be)
Documents : 55 0270
Compte rendu intégral : 17 février 2022

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2024/000293]

17 DECEMBER 2023. — Koninklijk besluit tot toekenning van een financiële toelage van 9.134.284,49 euro aan organisaties voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen voor het jaar 2023

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 37 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, artikel 69, gewijzigd bij de wet van 12 mei 2014 en bij de wet van 25 december 2016;

Gelet op de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, de artikelen 121 tot 124;

Gelet op de wet van 6 december 2005 betreffende de verdeling van een deel van de federale ontvangsten inzake verkeersveiligheid, artikel 4 gewijzigd bij de wet van 25 december 2016 en de wet van 28 april 2019;

Gelet op de vrijstelling van de regelgevingsimpactanalyse overeenkomstig artikel 8 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 december 2015 houdende de voorwaarden waaronder organisaties een financiële toelagen kunnen genieten voor de uitvoering van een opdracht of voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen, bedoeld in artikel 69, eerste lid, 4^o, zesde en zevende lid en artikel 69bis van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen;

Gelet op het advies IF2023/1315 van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 augustus 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 23 november 2023;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Overwegende dat de Ministerraad een akkoordbevinding over een soortgelijk besluit had gegeven op 13 oktober 1995, 8 december 1995, 22 december 1995, 3 mei 1996, 20 december 1996, 20 juni 1997,

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2024/000293]

17 DECEMBRE 2023. — Arrêté royal accordant une allocation financière de 9.134.284,49 euros aux organismes pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires pour l'année 2023

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la l'article 37 de la Constitution;

Vu la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, l'article 69, modifié par la loi du 12 mai 2014 et par la loi du 25 décembre 2016 ;

Vu la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, les articles 121 à 124 ;

Vu la loi du 6 décembre 2005 relative à la répartition d'une partie des recettes fédérales en matière de sécurité routière, l'article 4 modifié par la loi du 25 décembre 2016 et la loi du 28 avril 2019 ;

Vu la dispense d'analyse d'impact de la réglementation conformément à l'article 8 de la loi du 15 décembre 2013 portant dispositions diverses en matière de simplification administrative ;

Vu l'arrêté royal du 26 décembre 2015 déterminant les conditions auxquelles des organismes peuvent bénéficier d'une aide financière pour l'exercice d'une mission ou pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires mentionné à l'article 69, 1^{er} alinéa, 4^o, sixième et septième alinéas et l'article 69bis de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales ;

Vu l'avis IF2023/1315 de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 août 2023 ;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 23 novembre 2023 ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3 § 1^{er} ;

Considérant que le Conseil des ministres a rendu un accord sur un arrêté de dispositif semblable les 13 octobre 1995, 8 décembre 1995, 22 décembre 1995, 3 mai 1996, 20 décembre 1996, 20 juin 1997,